



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de
l'urbanisme,
sur la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune
de Salses le Château (66)**

n°saisine 2020-8460

n°MRAe 2020DKO85

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles R.122-17-II et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 19 décembre 2016, du 30 avril 2019 et du 30 décembre 2019 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2019, portant nomination Monsieur Jean-Pierre VIGUIER comme président de la MRAe Occitanie ;

Vu la délibération de la MRAe Occitanie du 16 janvier 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et autres membres permanents de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Salses-le-Château (66)**
- **déposée par la Commune de Salses le Château ;**
- **reçue le 30 avril 2020 ;**
- **n°2020-8460.**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 30 avril 2020 et sa réponse du 5 mai 2020 ;

Considérant que la commune de Salses-le-Château (3 275 habitants – INSEE 2017 – 78,2 km²) engage une modification simplifiée n°1 de son PLU (PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du 7 juillet 2017), en vue de :

- corriger une erreur matérielle ;
- adapter le règlement de la zone 1AUh afin d'y intégrer des dispositions propres au secteur 1AUhp ;
- adapter le zonage afin de créer un secteur 1AUhp.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU n'impacte pas le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de la commune ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU, qui consiste notamment à créer un secteur 1AUhp, classé en zone UB par la révision du PLU, situé au coeur du village et constituant une dent creuse, n'ouvre pas à l'urbanisation de nouveaux terrains ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU n'impacte pas de zones répertoriées à enjeux écologiques de la commune (concernée notamment par sept Zones d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) et 3 sites Natura 2000) ou paysagers ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU n'impacte pas les périmètres de protection des captages d'eau potable de la commune et n'a pas d'incidence sur l'assainissement des eaux usées ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU n'aggrave pas la vulnérabilité de la commune aux risques naturels ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de la modification simplifiée n°1 du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°1 du PLU de Salses-le-Château, objet de la demande n°2020-8460, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr ;

Fait à Montpellier, le 20 août 2020,

Le président de la MRAe Occitanie



Jean-Pierre Viguié

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision, délai éventuellement prolongé dans le cadre de la loi n°2020-290 et de l'ordonnance 2020-306)

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.